

# **ASSEMBLEE DE CORSE**

**1 ERE SESSION ORDINAIRE DE 2018**

**REUNION DES 28 ET 29 MARS 2018**

**RAPPORT DE MONSIEUR  
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

## **DELEGATIONS DE POUVOIR DE L'ASSEMBLEE DE CORSE AU CONSEIL EXECUTIF DANS LE DOMAINE DE LA FORMATION INITIALE**

COMMISSION(S) COMPETENTE(S) :

Commission de l'Education, de la Culture, de la  
Cohésion Sociale et de la Santé

## **RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

Un certain nombre d'actes de gestion et d'opérations diverses conditionnant la bonne marche du service dans les Etablissements Publics Locaux d'Enseignement (EPLE) sont soumis à l'autorisation préalable de la Collectivité de Corse.

La multiplicité de ces opérations en cours d'année et des délais contraints fixés par la réglementation imposent à notre collectivité une réactivité et une fluidité indispensables dans le circuit décisionnel, permettant ainsi de répondre rapidement aux attentes des EPLE et d'éviter de surcharger les travaux de l'Assemblée de Corse.

Ainsi, des délégations de pouvoir ont été accordées lors des précédentes mandatures sur différents aspects nécessitant une célérité certaine dans les rapports liant notre collectivité et les EPLE.

Afin d'éclairer les élus sur le cadre général dans lequel s'opèreraient ces délégations de pouvoir, sont jointes les annexes de la convention d'objectifs et de moyens Collectivité/EPLE, telles qu'adoptées par délibération n°10/206 AC du 25 novembre 2010 et modifiées par la délibération n°14/149 AC du 25 septembre 2014.

Aussi, en application des articles L4422-26 et L4422-33 du Code Général des Collectivités Territoriales, les délégations suivantes sont soumises à votre approbation.

### **I/ Les règlements budgétaires conjoints.**

Les articles L421-11 et L421-12 du Code de l'Education fixent les conditions d'exécution des budgets et décisions budgétaires modificatives des EPLE.

L'article L421-11 précise qu'avant le 1er novembre de l'année précédant l'exercice, le montant prévisionnel de la participation aux dépenses d'équipement et de fonctionnement incombant à la collectivité dont dépend l'établissement, et les orientations relatives à l'équipement et au fonctionnement matériel de l'établissement, arrêtés par l'assemblée délibérante de cette collectivité, sont notifiés au chef d'établissement.

Cette contribution obligatoire porte sur les charges de fonctionnement matériel des collèges et lycées, à savoir les dépenses de service (entretien, maintenance, eau, postes et télécommunications), d'énergie (fuel, gaz, électricité, biomasse) et de produits manufacturés (fournitures, produits de nettoyage, petits matériels...).

La répartition des crédits aux établissements par les collectivités de rattachement se fonde notamment sur des critères tels que le nombre d'élèves, l'importance de l'établissement, le type d'enseignement, les populations scolaires concernées, les indicateurs qualitatifs de la scolarisation.

Le chef d'établissement prépare le projet de budget en fonction des orientations fixées et dans la limite de l'ensemble des ressources dont dispose l'établissement. Il le soumet au conseil d'administration.

Le budget de l'établissement est adopté en équilibre réel dans le délai de trente jours suivant la notification de la participation de la collectivité dont dépend l'établissement.

Le budget adopté par le conseil d'administration de l'établissement est transmis à la collectivité de rattachement ainsi qu'à l'autorité académique dans les cinq jours suivant le vote.

Le budget devient exécutoire dans un délai de trente jours à compter de la dernière date de réception par les autorités mentionnées ci-dessus, sauf si, dans ce délai, une de ces autorités a fait connaître son désaccord motivé sur le budget ainsi arrêté.

En cas non vote ou de désaccord, le budget est réglé conjointement par la collectivité de rattachement et l'autorité académique. Il est transmis au représentant de l'Etat et devient exécutoire.

A défaut d'accord entre ces deux autorités dans le délai de deux mois à compter de la réception du budget, le budget est transmis au représentant de l'Etat qui le règle après avis public de la chambre régionale des comptes.

L'article L421-12 indique que les budgets modificatifs répondent aux mêmes dispositions sus-citées, excepté leur caractère exécutoire qui est ramené à quinze jours dès leur réception par les autorités de tutelle.

Cette procédure, lourde et complexe, doit aboutir dans un délai maximum de deux mois à compter de la réception du budget ou d'une décision budgétaire modificative.

Afin de prendre en compte les délais très courts imposés par la réglementation qui retardent le caractère exécutoire des budgets des EPLE et imposent une instruction rapide de ces dossiers par la Collectivité de Corse, celle-ci avait procédé à une délégation de pouvoir pour la durée de la précédente mandature.

**Je vous propose de m'autoriser à procéder au règlement conjoint des budgets et des budgets modificatifs des EPLE, par arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif de Corse, pour la durée de la présente mandature.**

## **II/ Utilisation des locaux scolaires et des installations sportives (ANNEXE I)**

L'ouverture de l'établissement au déroulement d'activités pendant les périodes où les locaux ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale ou continue favorise la cohésion géographique, culturelle, économique et sociale du territoire.

De telles activités peuvent être organisées non seulement par le maire, mais aussi par toute personne physique ou morale, publique ou privée.

Les activités pour l'organisation desquelles les associations peuvent accéder aux locaux doivent revêtir un caractère culturel, sportif ou socio-éducatif. En outre, elles doivent être compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

L'utilisation des locaux scolaires est soumise à l'avis du conseil d'administration de l'EPLE et à l'accord de la collectivité propriétaire.

La commune ou la collectivité propriétaire peut soumettre toute autorisation d'utilisation à la passation, entre son représentant, celui de l'EPLÉ et de la personne physique ou morale qui désire organiser des activités, d'une convention précisant notamment les obligations pesant sur l'organisateur en ce qui concerne l'application des règles de sécurité, la prise en charge des responsabilités, et la réparation de dommages éventuels.

Le nombre d'acteurs institutionnels ou associatifs devant intervenir dans l'élaboration des actes administratifs peut générer de facto des retards, voire des dysfonctionnements, qui fragilisent la stabilité juridique de certaines manifestations sportives et socio-culturelles dans l'enceinte des établissements.

Il est précisé que l'utilisation des locaux scolaires pendant les périodes d'ouverture de l'établissement est assujettie à la conclusion d'une convention bipartite entre l'établissement et l'utilisateur, lequel justifie d'une assurance couvrant sa responsabilité civile.

Ainsi, conformément aux dispositions de l'article L.212-15 du Code de l'Education, les conditions d'ouverture des locaux scolaires hors des temps scolaires est assujettie à la conclusion d'une convention quadripartite (EPLÉ/maire de la commune/organisateur de la manifestation/CDC) – Cf. modèle ci-après (ANNEXE I).

Toute convention relative à l'utilisation des locaux d'EPLÉ par des tiers doit parvenir à la Collectivité de Corse au moins 15 jours avant sa prise d'effet. La convention doit obligatoirement faire apparaître l'objet, les dates et heures d'utilisation des locaux, l'effectif accueilli, le montant de la contribution financière du bénéficiaire, les modalités de contrôle des fermetures et ouvertures des locaux ainsi que leur accès.

Les documents constitutifs de toute convention qui doivent être joints sont les suivants :

- document de convention dûment signé par toutes les parties ;
- attestation d'assurance ;
- liste exhaustive du matériel mis à disposition.

**Je vous propose de m'autoriser à signer les conventions relatives à l'utilisation des locaux et des infrastructures sportives au sein des EPLÉ pour la durée de la présente mandature.**

### **III/ L'accueil aux services de restauration et d'hébergement au sein des EPLÉ (ANNEXE II)**

L'article 82 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales confie l'ensemble de l'organisation des services de restauration et d'hébergement à la Collectivité de Corse.

Dans ce cadre, l'accueil des élèves des écoles primaires au service de restauration des établissements du second degré (essentiellement dans les collèges situés en zone rurale) est soumis à une autorisation préalable de notre institution via l'établissement d'une convention tripartite entre la commune concernée, l'établissement et la Collectivité de Corse fixant les modalités pratiques de cet accueil, le tarif d'hébergement et le recouvrement des forfaits de demi-pension, les menus, les dispositions à mettre en œuvre dans les cas d'allergies alimentaires, la durée de la convention, ainsi que le champ de responsabilité des différents contractants.

A titre d'exemple, un modèle de convention d'hébergement tripartite est joint en annexe (ANNEXE II).

De même, certains publics peuvent être accueillis ponctuellement en cours d'année et bénéficier des mêmes prestations selon la même procédure (exemple des agents de la sécurité civile accueillis l'été).

**Je vous propose de m'autoriser à signer les conventions relatives à l'accueil aux services de restauration et d'hébergement au sein des EPLE pour la durée de la présente mandature.**

**Je vous prie de bien vouloir en délibérer.**